

## Résumé de l'étude du FMI sur Les perspectives de l'économie mondiale Octobre 2017

La dernière étude du fonds Monétaire International sur les perspectives de l'économie mondiale en 2017 et en 2018 est une source d'interpellation compte tenu de la pertinence des analyses présentées et de l'importance des recommandations esquissées. Les principales conclusions qui s'en dégagent sont récapitulées comme suit :

### 1. La reprise de l'activité économique s'affirme.

« Il y a un an et demi seulement, la croissance était en panne et des turbulences secouaient les marchés financiers ».

Aujourd'hui, le tableau est bien différent, selon l'étude du FMI, avec une croissance mondiale de 3.6 pourcent en 2017 et 3.7 pourcent en 2018. Cette croissance sous-tend une accélération de la croissance des pays avancés, portée par le raffermissement de la croissance de la zone euro et aux Etats Unis ainsi que par un maintien de la dynamique de croissance du PIB des économies émergentes, en particulier celle de la Chine et de l'Inde.

En pourcent	2016	2017	2018
Economies avancées	1.7	2.2	2.0
- USA	1.5	2.2	2.3
- Zone euro	1.8	2.1	1.9
Economies émergentes et autres	4.3	4.6	4.9
- Chine	6.7	6.8	6.5
- Inde	7.1	6.7	7.4
Economie mondiale	3.2	3.6	3.7

Le commerce extérieur de biens et services aura été un important vecteur de l'accélération de la croissance aussi bien des économies des pays avancés que des économies émergentes et en développement comme le reflète le tableau suivant :

En pourcent	2016	2017	2018
Commerce extérieur en volume	2.4	4.2	4.0
Dont exportations			
- Pays avancés	2.2	3.8	3.6
- Autres pays	2.5	4.8	4.5

A titre d'éclairage la Tunisie a enregistré une accélération de la croissance. Les taux attendus, de l'ordre de 2.1 pourcent en 2017 et 3 pourcent en 2018 (contre 1 pourcent en 2016) quoique encourageants demeurent, toutefois, en deçà de ceux de la croissance mondiale (respectivement 3.6 et 3.7 pourcent) et de la croissance de la région du Moyen Orient, de l'Afrique du Nord et du Pakistan ( +2.6 pourcent en 2017 et + 3.5 pourcent en 2018)

## 2. La reprise de la croissance n'est peut être pas durable.

Un examen approfondi de la situation économique indique que la reprise mondiale ne concerne pas tous les pays. Sur la base du PIB en termes de parité de pouvoir d'achat seulement 75 pourcent de l'économie mondiale profitent de l'accroissement de la croissance, le reste des économies se rapportant à des pays à faible revenu, exportateur de produits de base et à des pays confrontés à des troubles civils ou politiques en sont exclues ce qui constitue « un frein pour la croissance mondiale et une source potentielle de chocs politiques déstabilisateurs ».

En outre les risques de dégradation à moyen terme restent prédominants en raison de plusieurs facteurs économiques en l'occurrence notamment :

- ▮ Le durcissement des conditions financières mondiales sous l'effet d'une hausse des taux d'intérêt à long terme des Etats Unis ou d'un durcissement de la politique monétaire dans la zone euro ;
- ▮ Des turbulences financières possibles dans les pays émergents notamment en Chine en relation avec la réduction de son espace budgétaire ;
- ▮ Le fléchissement de la demande intérieure des pays avancés sachant que le bas niveau de l'inflation et des taux d'intérêt nominaux réduit la marge de manœuvre des banques centrales pour y faire face.
- ▮ La montée du protectionnisme et du repli sur soi sous la pression du sentiment croissant de rejet de la mondialisation considérée pour une frange non négligeable des populations comme cause de la précarité de l'emploi, de salaire bas et de chômage élevé des jeunes.

Des facteurs non économiques peuvent contribuer au fléchissement de la croissance à moyen terme. Ils se rapportent « aux tensions géopolitiques, aux conflits politiques internes, à la mauvaise gouvernance et à la corruption, aux problèmes de sécurité et de terrorisme qui pourraient faire dérailler la croissance ».

Ces risques sont étroitement liés les uns aux autres et peuvent se renforcer mutuellement pour ébranler la confiance et l'état d'esprit des opérateurs du marché et affecter négativement les tendances d'investissement et de croissance.

## 3. Les priorités stratégiques qui s'imposent pour avoir une croissance durable.

« L'accélération cyclique de l'activité économique mondiale après la croissance décevante qui a été enregistrée au cours des dernières années » offre selon le rapport du FMI « une occasion idéale d'entreprendre des réformes importantes pour accroître la production potentielle et veiller à ce que les bienfaits soient largement partagés, ainsi que pour accroître la résilience faces aux risques de dégradations »

Pour certains pays proches du plein emploi, « le moment est venu de penser à un assainissement progressif des finances publiques afin de réduire la dette publique et de constituer des amortisseurs qui seraient utilisés lors de la prochaine récession ». Par contre, « les pays qui disposent de plus d'espace budgétaire peuvent avoir une politique de crédit plus accommodante pour développer les investissements productifs et engranger à la fois des bienfaits dans l'économie nationale et des retombées positives dans l'économie mondiale ».

« Pour réaliser une croissance inclusive et durable, il est primordial d'investir dans le capital humain à toutes les étapes du cycle de vie, mais en particulier dans les jeunes. Une amélioration de l'éducation, de la formation et du recyclage peut à la fois faciliter l'ajustement du marché du travail à une transformation économique séculaire — émanant de toutes les sources, pas seulement du commerce — et accroître la productivité. »

#### 4. Conclusion

Au delà des analyses conventionnelles sur la croissance et la préservation des fondamentaux, l'étude du FMI comporte des recommandations qui méritent d'être signalées à propos des jeunes, des salariés et des problèmes mondiaux.

Voici les passages qui les explicitent :

**« À court terme, il convient d'urgence de prêter attention au chômage excessif des jeunes dans beaucoup de pays. L'investissement dans le capital humain devrait accroître la part du travail dans le revenu, contrairement à la tendance générale des dernières décennies, mais les pouvoirs publics devraient aussi envisager de corriger les distorsions qui ont peut-être réduit de manière excessive le pouvoir de négociation des travailleurs. Bref, ils convient de promouvoir un environnement qui est propice à une croissance durable des salaires réels. »**

« De nombreux problèmes mondiaux exigent une action multilatérale dont les priorités concernent le renforcement du système commercial mondial, la poursuite de l'amélioration de la réglementation financière, le renforcement du dispositif mondial de sécurité financière, la diminution de l'évasion fiscale internationale, la lutte contre les famines et les maladies infectieuses, **l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre avant qu'elles n'occasionnent plus de dégâts irréversibles** ».

De telles recommandations, qui rejoignent les préoccupations de nombreux gouvernements et des composantes majeures des sociétés civiles des pays émergents méritent de faire l'objet d'une attention particulière.

Forum IBN KHALDOUN le 01 février 2018

[Document de base à télécharger](#)

<http://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2017/09/19/world-economic-outlook-october-2017>